

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 660 / Avril 2021

# L'ÉCONOMIE DE LA GUADELOUPE EN 2020

## UNE CRISE SANS PRÉCÉDENT

L'année 2020 est marquée par le coup d'arrêt imposé par la crise sanitaire liée à la pandémie de la Covid-19. Selon le partenariat CEROM<sup>1</sup>, la situation inédite de confinement de la population est à l'origine d'un net recul de l'activité économique estimé à -20 % par rapport à une situation dite « normale » sans confinement. Globalement, sur l'année 2020, l'impact est estimé à environ 3 points de PIB. Pour rappel, la croissance du PIB de la Guadeloupe s'élevait à +0,6 % en volume en 2019, après +2,2 % en 2018.

Les prévisions des chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM corroborent ces constats. Ils estiment leur perte de chiffre d'affaires à 13,1 % sur l'année 2020. Le climat des affaires est également dégradé. L'indicateur enregistre son plus bas niveau historique à fin mars 2020 avant une remontée progressive au second semestre.

La consommation des ménages, déjà ralentie en 2019, est en recul en 2020 dans un contexte de prix relativement stables. En parallèle, l'investissement privé marque le pas : les importations de biens d'investissement se replient et les anticipations des chefs d'entreprise sont mal orientées.

Toutefois, malgré le choc provoqué par la crise, le marché de l'emploi est préservé grâce aux mesures de soutien mises en place, notamment le chômage partiel. À fin décembre 2020, les effectifs salariés du privé ne diminuent que de 1,1 % et le nombre de DEFM A est quasi-stable. Ce dispositif a également permis de contenir la baisse de la masse salariale.

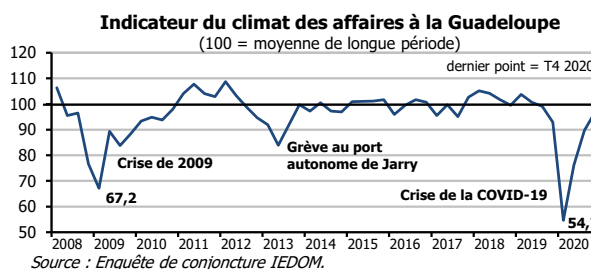
L'ensemble des secteurs est impacté par la crise. Celui du tourisme est le plus durement touché avec une fréquentation de l'île amputée de moitié. Les secteurs du BTP et des industries (hors IAA) suivent, tandis que les secteurs du commerce, des autres services marchands et des IAA accusent des dommages plus modérés.

L'activité bancaire est quant à elle dynamisée par l'octroi de prêts garantis par l'État (PGE). L'encours de crédits est en nette hausse : +10,9 %. L'épargne financière accélère également. D'une part, la diminution des revenus des ménages est moins marquée que celle de la consommation et d'autre part, une partie des PGE est mise en réserve par les entreprises sur les comptes courants, face à la situation encore très incertaine.

## I – UN COUP DE FREIN SUR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

### 1. Une baisse historique de l'ICA

En 2020, l'indicateur du climat des affaires (ICA) s'effondre. Après avoir enregistré son plus bas niveau historique au premier trimestre 2020, l'indicateur remonte progressivement en fin d'année mais demeure en dessous de sa moyenne de longue période, signe de l'inquiétude persistante des chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM. En moyenne sur l'année, l'ICA s'établit à 79,4 points (99,1 points en 2019).



<sup>1</sup> AFD, IEDOM et INSEE.

À fin 2020, les professionnels de la sphère marchande de l'économie guadeloupéenne estiment leur perte de chiffre d'affaires sur l'année à 13,1 %. Le secteur du tourisme enregistre les pertes les plus importantes avec un chiffre d'affaires réduit de moitié. Les secteurs du BTP et des industries suivent, enregistrant un recul de respectivement 12,6 % et 12,4 %. Les pertes sont plus modérées dans les secteurs des IAA, du commerce et des autres services marchands.

## 2. Des prix relativement stables

En moyenne sur l'année, l'inflation ralentit. L'indice des prix à la consommation (IPC<sup>2</sup>) augmente de 0,7 % après +1,0 % en 2019. L'ensemble des grands postes de l'indice des prix, à l'exception de l'énergie, participe à cette progression. Les prix de l'énergie baissent de 2,6 % et plus particulièrement, ceux des produits pétroliers de 6,1 %. Hors énergie, les prix progressent de 1,0 %. Les prix de l'alimentation affichent une hausse de 1,8 % et l'augmentation du niveau des prix des services et des produits manufacturés est plus modérée (respectivement +0,8 % et +0,7 %). Au niveau national, l'IPC augmente en moyenne de 0,5 % en 2020.

Les chefs d'entreprise interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM indiquent, quant à eux, avoir augmenté leurs prix au premier semestre de l'année, notamment pendant le confinement, avant de les baisser au second semestre. Seuls les prix des secteurs du BTP, de l'industrie et du commerce demeurent en hausse en fin d'année. Le décalage survenu suite au choc lié à la crise sanitaire entre l'importance de l'offre et l'insuffisance de la demande explique ces évolutions sur la seconde partie de l'année.

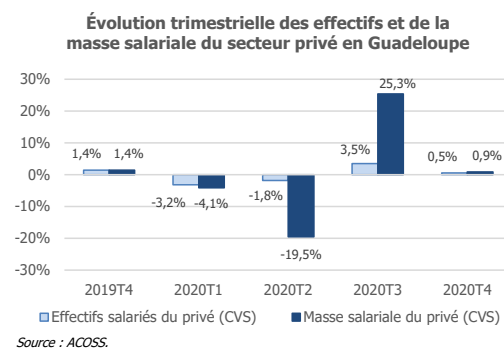
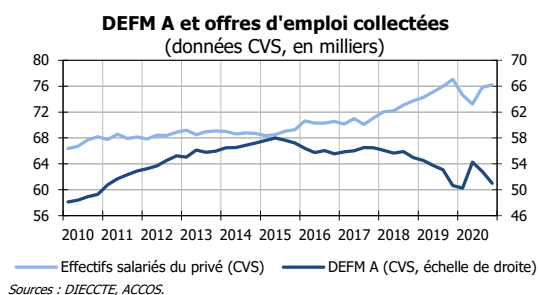
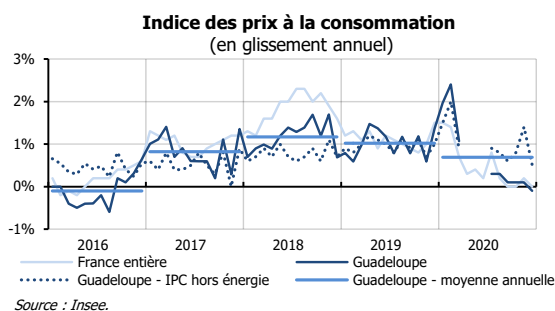
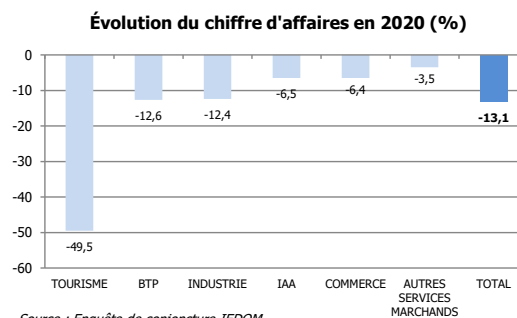
## 3. Un marché de l'emploi préservé grâce à de nombreuses mesures

À fin décembre 2020, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) est quasi stable par rapport à fin 2019 (+0,3 %, après -7,6 % un an plus tôt). Le nombre de femmes en demande d'emploi progresse de 1,2 % sur un an tandis que le nombre d'hommes diminue de 0,7 %. La baisse des DEFM A se poursuit par ailleurs chez les 25-49 ans (-1,3 %). À l'inverse, le nombre de demandeurs croît chez les moins de 25 ans et chez les plus de 50 ans (respectivement +2,1 % et +2,4 %). Au niveau national, le nombre de DEFM A augmente de 8,1 % sur un an (+9,7 % chez les hommes et +6,5 % chez les femmes).

Depuis le premier confinement, le Gouvernement met en place des mesures de soutien pour contrer les effets de la crise, notamment le chômage partiel destiné à préserver les emplois et limiter la baisse des revenus. Ainsi, en Guadeloupe, l'important recours à ce dispositif entraîne une baisse de la masse salariale du secteur privé de 19,5 % au deuxième trimestre 2020 avant un rebond au troisième trimestre. Dans le même temps, l'évolution des effectifs salariés est beaucoup moins marquée et volatile.

À fin 2020, les effectifs ainsi que la masse salariale du secteur privé restent tout de même en retrait par rapport à fin 2019 : respectivement -1,1 % et -2,5 %.

Par ailleurs, le nombre moyen d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi en Guadeloupe recule de 10,5 % en 2020 (contre +10,3 % un an plus tôt).



<sup>2</sup> L'Insee n'a pas produit d'indice des prix à la consommation en Guadeloupe entre avril et juin 2020.

## 4. Recul de la consommation des ménages

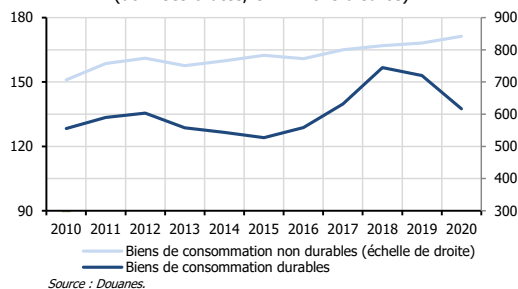
Déjà ralenti un an plus tôt, la consommation des ménages recule en 2020.

Les importations de biens de consommation durables baissent de 10,1 % et les immatriculations de véhicules neufs de 27,9 %. Le montant total des transactions réalisées par carte bancaire se contracte quant à lui de 3,9 %. En parallèle, l'encours des crédits à la consommation diminue nettement sur l'année : -7,4 % à fin décembre 2020, après +8,2 % un an plus tôt.

Les professionnels du secteur du commerce interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture de l'IEDOM font quant à eux état d'une activité mal orientée en 2020. En effet, si les commerces alimentaires et ceux dits de « première nécessité » ont pu rester ouverts pendant le confinement, les autres commerces ont fait face à plusieurs périodes de fermeture imposées par le gouvernement, en plus des aménagements d'horaires et de la réduction de leur capacité d'accueil de clientèle selon la superficie de leurs locaux applicables pour l'ensemble des commerces.

À contrario, les importations de biens de consommation non durable progressent de 2,5 % en 2020. Toutefois, cette croissance est due à la forte hausse des importations de gel hydroalcoolique et surtout, de masques<sup>3</sup>.

**Importations de biens destinés aux ménages**  
(données brutes, en millions d'euros)



Source : Douanes.

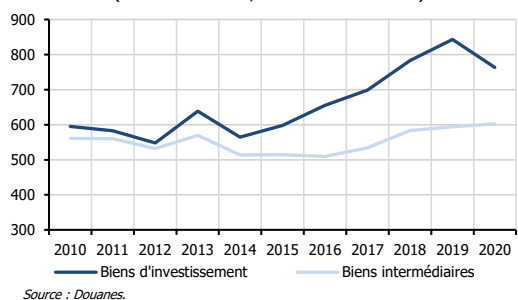
## 5. Repli de l'investissement

En 2020, l'élan d'investissement du secteur privé observé durant ces cinq dernières années est freiné par les incertitudes liées au contexte sanitaire. Les importations de biens d'investissement se replient de 9,5 % (+7,7 % un an plus tôt) tandis que les importations de biens intermédiaires se maintiennent (+1,3 %, après +1,9 % en 2019).

Les ventes de ciment baissent de 4,3 % sur l'année, face aux difficultés rencontrées par le secteur du BTP. Certains grands chantiers ont notamment été arrêtés pendant plusieurs semaines, faute de disponibilité de masques. Les ventes de ciment en vrac, utilisé pour ces ouvrages d'envergure, reculent de 8,5 % sur l'année.

Les chefs d'entreprise, interrogés dans le cadre de l'enquête de l'IEDOM, témoignent d'un comportement attentiste en matière d'investissement face aux nombreuses incertitudes encore liées à l'évolution de la pandémie.

**Importations de biens destinés aux entreprises**  
(données brutes, en millions d'euros)



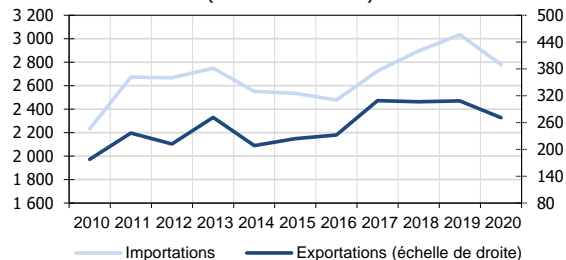
Source : Douanes.

## 6. Des échanges extérieurs en retrait

En 2020, les importations baissent de 8,4 % en valeur. En particulier, les importations de produits pétroliers raffinés enregistrent une chute de 33,9 % (après +14,0 % en 2019). Hors produits pétroliers, les importations reculent de 3,4 %, tirées principalement à la baisse par le repli de la demande des entreprises en biens d'investissement.

Les exportations suivent la même tendance (-12,1 % sur l'année), les réexpéditions de produits pétroliers<sup>4</sup> étant en net retrait. Cependant, les exportations hors produits pétroliers sont stables (+0,1 % sur un an).

**Échanges commerciaux**  
(en millions d'euros)



Source : Douanes.

<sup>3</sup> Hors gel hydroalcoolique et masque, les importations de produits de consommation non durable sont en baisse de 1,4 %.

<sup>4</sup> Réexpédition du pétrole raffiné en provenance de Martinique principalement vers la Guyane.

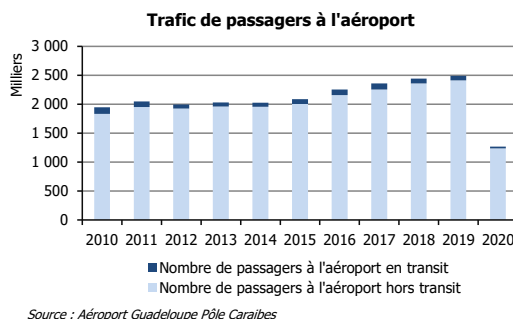
## II – L'ENSEMBLE DES SECTEURS D'ACTIVITÉ EST IMPACTÉ

### 1. L'activité touristique lourdement impactée

Le secteur du tourisme affiche les plus grandes pertes en 2020. Pour rappel, la perte de chiffre d'affaires est estimée à 50 % par les professionnels du secteur.

La propagation du virus au sein de plusieurs paquebots dès la mi-mars entraîne l'arrêt complet de l'activité de croisière. D'autre part, la fermeture des hôtels est imposée pendant plusieurs mois et les vols commerciaux sont en grande partie annulés ; seule une faible part des déplacements étant autorisée. Dans un second temps, l'allègement des restrictions de déplacement en juillet et août et la promotion touristique de l'île pour les fêtes de fin d'année permettent un regain temporaire d'activité.

Pour autant, la fréquentation aéroportuaire de l'île et le nombre de croisiéristes chutent de moitié en 2020<sup>5</sup>. Dans le détail, la croisière de transit baisse de 62,7 % et la croisière basée recule de 41,6 %.

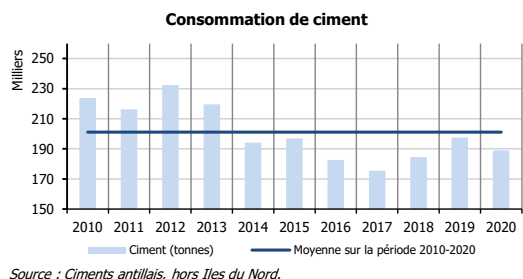


### 2. Les services marchands<sup>6</sup> moins touchés que les autres secteurs

En 2020, l'activité des autres services marchands est globalement défavorable selon les chefs d'entreprise participant à l'enquête de conjoncture de l'IEDOM. Ces derniers estiment leur perte de chiffre d'affaires à 3,5 %, soit la baisse la moins élevée parmi les secteurs de l'enquête. La fin de l'année 2020 est d'ailleurs marquée par une amélioration de leurs résultats. Ce regain d'activité s'accompagne d'un allègement de leurs charges d'exploitation.

### 3. Une baisse similaire de l'activité du BTP et des industries<sup>7</sup>

En 2020, l'activité du BTP se contracte de 12,6 % selon l'enquête de l'IEDOM. Les chantiers d'envergure démarrés en 2018 (agrandissement de l'aéroport Pôle Caraïbes, construction du centre hospitalier universitaire, etc.) ont été freinés à cause du confinement avant de redémarrer progressivement. Les ventes de ciment diminuent ainsi de 4,3 % sur un an, après +7,0 % en 2019. En particulier, les ventes de ciment en vrac utilisé sur les grands chantiers diminuent de 8,5 % après +14,3 % l'année précédente. Cependant, les ventes de ciment en sac, plutôt utilisé pour les constructions de particuliers, progressent de 2,6 %, après -3,1 % en 2019.



Les professionnels du secteur témoignent d'une baisse sensible de leur activité observée dès la fin mars avant de remonter au second semestre. Dans ce contexte, les effectifs salariés diminuent (-4,2 % sur un an, soit 7 074 salariés après 7 384 à fin 2019). S'ils constatent une amélioration des délais de paiement notamment liée aux efforts de règlements de la part des collectivités, les chefs d'entreprise restent inquiets face à la dégradation de leurs charges et aux incertitudes liées à la situation sanitaire.

En parallèle, les signaux restent contrastés sur le marché immobilier. Le nombre de permis de construire pour des logements chute pour la deuxième année consécutive : -20,1 % après -20,6 % en 2019. À l'inverse, les surfaces autorisées pour la construction de locaux progressent de +8,8 %. Tous agents confondus, la croissance de l'encours des crédits à l'habitat ralentit (+2,3 % après +4,2 % à fin 2019).

Étroitement liés au secteur du BTP, les chefs d'entreprise des **industries** locales (hors IAA) interrogés par l'IEDOM jugent leur activité dégradée. Leur chiffre d'affaires est attendu en baisse de 12,4 %. En dépit de l'amélioration des délais de paiement, l'alourdissement de leurs charges pèse sur leur trésorerie et demeure un point d'inquiétude.

<sup>5</sup> Le nombre de passagers hors transit à l'aéroport chute de 48,7 % après +2,3 % en 2019. De même, le nombre de croisiéristes baisse de 47,7 % en 2020 après -12,3 % en 2019.

<sup>6</sup> Hors activités touristiques.

<sup>7</sup> Hors industries agroalimentaires.

## 4. Des dommages mesurés pour les industries agroalimentaires (IAA)

L'activité des **IAA** est jugée morose par les professionnels interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture. Ces derniers estiment qu'ils ont perdu environ 6,5 % de chiffre d'affaires en 2020. Cette baisse est relativement mesurée par rapport aux autres secteurs. Les importations de produits des IAA sont quant à elles en hausse en 2020, après +0,5 % en 2019. Les exportations affichent une progression similaire : +1,8 % en 2020, après -4,7 % un an plus tôt.

## 5. Des difficultés pour le secteur primaire

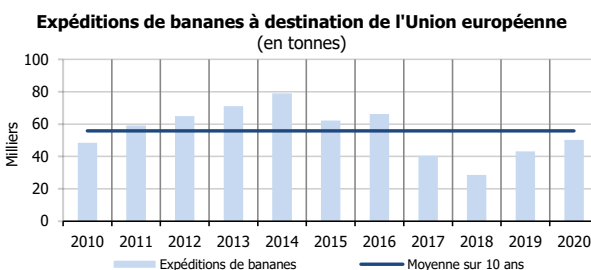
Si certains pans du secteur **primaire**, tel que le maraîchage, semblent bénéficier du report de la consommation sur des produits locaux sur l'année, d'autres sous-secteurs rencontrent des difficultés.

C'est le cas de la canne, dont les données provisoires laissent apparaître une baisse du tonnage manipulé ainsi qu'une richesse saccharine en retrait par rapport à 2019, notamment pour des raisons météorologiques.

Les exportations de melons, deuxième culture à l'export après la banane, chutent de 29,1 % en 2020, faute de liaisons aériennes suffisantes pour l'acheminement de la production.

Les abattages sont quant à eux globalement en baisse. Alors que ceux de bovins augmentent pour la première fois depuis 2014 (+3,4 % sur un an), les abattages de la filière porcine enregistrent une forte baisse (-38,3 %), compte tenu d'une demande plus faible pour les fêtes de fin d'année, en lien avec le contexte sanitaire.

La banane, principal produit d'exportation du secteur (88,7 % en 2018), poursuit sa progression en 2020 (+16,5 % sur un an, après +51,0 % en 2019), mais les volumes demeurent en deçà du niveau moyen prévalant avant le passage de l'ouragan Maria en 2017. Les expéditions atteignent 50 171 tonnes, alors qu'elles s'élevaient à 66 208 tonnes en 2016.

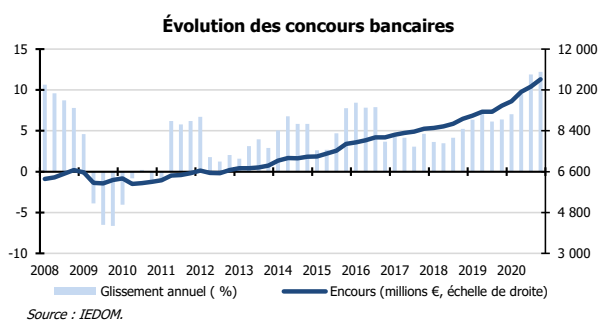


## III – L'ACTIVITÉ BANCAIRE EN FORTE CROISSANCE

### 1. Les PGE dynamisent le financement bancaire<sup>8</sup>

En 2020, le financement bancaire s'accélère, sous l'effet de l'octroi des prêts garantis par l'État (PGE) accordés aux entreprises pour soutenir leur trésorerie. L'encours s'accroît de 10,6 % (+9,3 % hors effet de structure<sup>8</sup> et +6,4 % en 2019) et s'établit à 10,5 milliards d'euros à fin décembre 2020.

Les crédits consentis aux **ménages** marquent le pas : -0,1 % en 2020 après +6,9 % en 2019. L'encours des crédits à l'habitat poursuit son ralentissement (+3,9 % en 2020, après +6,2 % un an plus tôt). Celui des crédits à la consommation diminue de 7,4 % +2,5 % en 2020 après +8,2 % en 2019.



Du côté des **entreprises**, l'encours s'accroît de 25,2 % en 2020, lié à l'effet important des PGE. À fin décembre 2020, 646 millions d'euros de PGE sont ainsi mobilisés en Guadeloupe, ce qui représente environ 6,8 % du PIB guadeloupéen. À titre de comparaison, ce ratio est d'environ 8,3 % en Martinique et de 5,7 % au niveau national. En conséquence, les crédits de trésorerie des entreprises guadeloupéennes ont quadruplé en 2020. En parallèle, la croissance des crédits d'investissement se maintient, l'encours affiche une progression de 18,8 % (+13,5 %, hors effet de structure<sup>8</sup>), après +15,4 % en 2019. Déjà ralenti en 2019, les crédits immobiliers diminuent de 0,8 % en 2020.

Les crédits octroyés aux **collectivités locales** s'établissent à près de 1,1 milliard d'euros en 2020 : +1,5 % sur un an ; -1,2 % hors effet de structure<sup>8</sup>.

<sup>8</sup> Les variations présentées sont calculées sur la base d'une collecte de données enrichie à compter de 2020 : intégration de données supplémentaires. Lorsque cela est nécessaire, les évolutions hors effet de structure viennent compléter l'analyse.

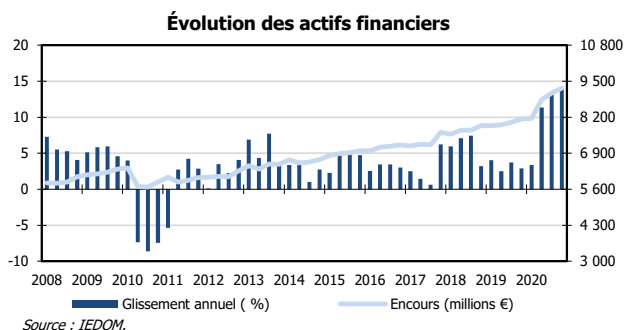
L'encours global de créances douteuses augmente quant à lui de 4,1 %, une progression beaucoup moins rapide que celle observée pour l'encours total. Le taux de créances douteuses apparaît ainsi en baisse, il s'inscrit à 3,9 % sur l'année (4,1 % à fin 2019).

## 2. Les dépôts à vue des entreprises et des ménages bondissent

En 2020, les actifs financiers détenus par les agents économiques en Guadeloupe bondissent de 13,8 % principalement grâce à la progression des dépôts à vue des entreprises (+38,1 %) et des ménages (+13,7 %). Ils atteignent 9,3 milliards d'euros, dont 66,2 % détenus par les ménages.

À 6,1 milliards d'euros, la croissance de l'épargne des **ménages** s'accélère (+7,3 % en 2020, après +2,5 % en 2019) en lien avec la baisse de la consommation observée depuis le confinement. Celle des **entreprises** est dynamisée par les PGE dans la mesure où ces derniers ne sont que partiellement utilisés, le reste étant laissé sur les comptes courants par sécurité pour se couvrir en cas de coup dur. Ainsi les actifs financiers des entreprises augmentent de 31,9 % en 2020 et l'encours s'établit à 2,7 milliards d'euros. Les actifs financiers des **autres agents** progressent à 473,6 millions d'euros (+15,3 % sur un an).

Pour l'ensemble des agents économiques, les dépôts à vue augmentent de 25,4 % sur un an (à 4,6 milliards d'euros). Les placements liquides et à court terme accélèrent (+6,3 % sur l'année), notamment grâce aux placements des particuliers (+8,3 %) ; à l'inverse, ceux des entreprises enregistrent une baisse de 4,6 %. La collecte sur les comptes d'épargne à régime spécial est dynamique, en particulier sur les livrets de développement durable, les livrets ordinaires et les livrets A (respectivement +10,6 %, +8,9 % et +5,7 %). L'épargne longue affiche une hausse plus modérée : +2,6 %.



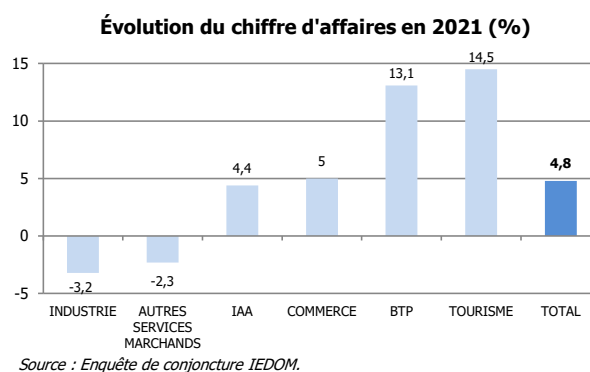
## 2021 : UNE ANNÉE EMPREINTE D'INCERTITUDES

Début 2021, le monde reste confronté à l'évolution de l'épidémie de la Covid-19. Différents variants du virus provoquent encore de nouvelles vagues épidémiques. Toutefois, les campagnes de vaccination s'accroissent et laissent espérer une sortie de crise.

Pour autant, à court et moyen termes, l'exercice de prévision est rendu plus complexe qu'à l'accoutumée par les nombreuses incertitudes qui persistent.

Dans ce contexte, les chefs d'entreprise interrogés par l'IEDOM début 2021 anticipent un rebond de l'activité pour l'année en cours. Ce rebond ne permettrait toutefois pas de revenir aux niveaux d'activité d'avant crise.

Dans le détail, l'activité du secteur marchand devrait progresser de 4,8 % en 2021, après la contraction de 2020. Le rebond serait marqué dans les secteurs les plus touchés par la crise, à savoir le tourisme et le BTP alors qu'il serait plus mesuré pour le commerce et les IAA. Les projections enregistrées pour les secteurs des autres industries et des autres services marchands restent quant à elles en terrain négatif.



En matière d'investissement, 24 % des entreprises interrogées par l'IEDOM envisagent de maintenir leur niveau identique à celui de l'année 2020, alors que 27 % d'entre elles projettent de l'augmenter et 11 % de le réduire (38 % de non-réponse).

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : G. GENRE-GRANDPIERRE – Responsable de la rédaction : D. LAURET – Rédaction : R.-M. FALEME  
Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achévé d'imprimer : avril 2021 – Dépôt légal : avril 2021 – ISSN 2679-0823